



# Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire  
N° 136 – 2<sup>ème</sup> trimestre 2008

## Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
<b>1. Synthèse</b>	<b>5</b>
<b>2. Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>9</b>
<i>Les avoirs des ménages</i>	10
<i>Les avoirs des sociétés</i>	12
<b>3. L'endettement des agents économiques</b>	<b>14</b>
<b>3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit</b>	<b>14</b>
<i>L'endettement des ménages</i>	15
<i>L'endettement des entreprises</i>	16
<i>L'endettement des collectivités locales</i>	17
<b>3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux</b>	<b>18</b>
<b>4. Les engagements bancaires</b>	<b>19</b>
<b>4.1 Les engagements sectoriels</b>	<b>19</b>
<b>4.2 Les indicateurs de vulnérabilité</b>	<b>22</b>
<b>5. Rappel des taux</b>	<b>23</b>
<b>5.1 Taux réglementés</b>	<b>23</b>
<b>5.2 Principaux taux de marché</b>	<b>23</b>
<b>5.3 Taux de l'usure</b>	<b>23</b>
<b>6. Monnaie fiduciaire</b>	<b>24</b>
<b>6.1 Emission de billets euros</b>	<b>24</b>
<b>6.2 Emission de pièces euros</b>	<b>24</b>

## Méthodologie

### 1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

### 2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuilles-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

### 3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre-et-Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

#### **4) Service Central des Risques (SCR) et SCR douteux**

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

## 1. Synthèse

### Evolution monétaire et financière internationale

La conjoncture financière internationale est restée tendue au second trimestre 2008. De grands établissements bancaires ont annoncé de nouvelles dépréciations d'actifs qui ont contraint certains d'entre eux à lancer d'importantes recapitalisations pour maintenir leur solvabilité. La poursuite de la crise financière a poussé les autorités américaines à soutenir des établissements en difficulté, notamment les deux organismes spécialisés dans le refinancement hypothécaire – Freddie Mac et Fannie Mae – par la définition mi-juillet d'un plan de redressement qui autorise notamment le Trésor américain, jusqu'à la fin 2009, à acheter des actions de ces deux sociétés ou à accroître leurs lignes de crédit.

Parallèlement, la Réserve Fédérale américaine (FED) a maintenu à 2 % son principal taux directeur depuis la dernière baisse intervenue le 30 avril 2008, mettant ainsi fin - au moins provisoirement - à un cycle de baisse initié en septembre 2007. La Banque Centrale Européenne a, de son côté, relevé ses taux directeurs de 25 points de base le 3 juillet 2008 pour lutter contre des pressions inflationnistes inédites depuis plus de quinze ans et des risques accrus sur la stabilité des prix à moyen terme.

En effet, le cours du pétrole, tiré par la demande des pays émergents, a atteint son plus haut niveau mi-juillet à 147 \$ le baril, soit une progression de près de 50 % depuis le début de l'année 2008, et les matières premières alimentaires ont suivi la même tendance. Cette hausse du pétrole s'est intégralement répercutée sur les prix à la consommation en Europe où l'euro n'a cessé de s'apprécier face au dollar pour se stabiliser autour de 1,58 \$.

### Evolution financière et bancaire à Saint-Pierre-et-Miquelon

#### Actifs financiers

##### ✓ Des actifs financiers en léger recul

Au 30 juin 2008, les actifs financiers de la clientèle sont en repli après un premier trimestre 2008 déjà orienté à la baisse. Ils s'élèvent à 176,172 millions d'euros, en recul de 1,2 % sur un trimestre, mais en progression de 4,3 % sur un an.

Par nature, ces actifs sont répartis - de manière structurellement déséquilibrée - entre les **dépôts à vue** (27,6 %), les **placements liquides ou à court terme** (63,1 %) et l'**épargne à long terme** (9,3 %). Par rapport au précédent trimestre, les dépôts à vue (48,546 millions d'euros) et l'épargne à long terme (16,378 millions d'euros) se contractent respectivement de 6,2 % et de 2 %. Pour leur part, les placements liquides ou à court terme (111,248 millions d'euros) enregistrent une progression de 1,3 %.

Répartis par agents économiques, les **ménages** de l'archipel détiennent une part prépondérante de ces actifs avec 78,9 %, les **sociétés** en détenant 7,4 % et les **autres agents** 13,7 %.

Les dépôts à vue sont détenus à plus de 54,4 % par les ménages, à 27,9 % par les autres agents et à 17,7 % par les sociétés. Les placements liquides ou à court terme sont détenus à 86,4 % par les ménages, à 9,5 % par les autres agents et à 4,1 % par les sociétés. Enfin, l'épargne à long terme demeure détenue entièrement par les ménages, les contrats d'assurance-vie représentant plus de 57,3 % de cet actif.

Les actifs des **sociétés** (13,103 millions d'euros) enregistrent une contraction de 9,8 % sur le trimestre. Ils sont répartis entre les **dépôts à vue** (65,4 %) et les **placements liquides ou à court terme** (34,6 %). Ces deux actifs affichent un recul respectif de 7,7 % et de 13,5 % ; les placements liquides ou à court terme sont constitués à 99,8 % de placements indexés sur les taux de marché - en l'occurrence, des comptes à terme -, la part des comptes d'épargne à régime spécial demeurant peu significative (moins de 1 %).

Pour leur part, les actifs des **ménages** (138,949 millions d'euros) enregistrent une modeste progression de 0,3 % sur le trimestre. Les *dépôts à vue et les placements liquides ou à court terme* croissent respectivement de 2,4 % et de 0,2 %. L'*épargne à long terme* se contracte de 2 % : les OPCVM non monétaires régressent de 12,0 % alors que les contrats d'assurance-vie et les plans d'épargne logement se renforcent respectivement de 3,3 % et de 1,7 %.

Enfin, les actifs des **autres agents** (24,120 millions d'euros) sont en repli de 4,6 % : la baisse des *dépôts à vue* (- 18,6 %) n'est pas compensée par la bonne remontée des *placements liquides ou à court terme* (+ 22,5 %).

**En glissement annuel**, l'ensemble des actifs financiers affiche un taux de croissance de 4,3 %. Cette évolution est imputable à 29,1 % aux sociétés, à 12,2 % aux autres agents et à 1,3 % aux ménages.

*Dépôts à vue, placements liquides ou à court terme et épargne à long terme* sont tous bien orientés avec une progression respective de 3,3 %, de 4,5 % et de 6,6 %.

La progression des dépôts à vue est imputable à 13,7 % aux autres agents et à 12,3 % aux sociétés, les ménages l'impactant négativement (- 3,7 %). La croissance des placements liquides ou à court terme se répartit entre les sociétés à 79,7 %, les autres agents à 10,4 %, et les ménages à 1,9 %. Enfin, l'épargne à long terme - en progression de 6,6 % - poursuit son évolution depuis des années : la croissance des contrats d'assurance-vie (+ 19,7 %) compense largement le recul des OPCVM non monétaires (- 6,7 %) et des plans d'épargne logement (- 8,1 %).

### Passifs financiers

#### ✓ **Des concours bancaires orientés à la hausse**

Au 30 juin 2008, le montant des **concours bruts** octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) s'élève à 148,860 millions d'euros, soit une progression de 1,5 % sur le trimestre et de 0,5 % sur un an.

Plus de 120,2 millions d'euros, soit 80,7 % de l'encours global brut, sont consentis par des établissements de crédit locaux.

Le montant global des **crédits sains** s'élève à 133,324 millions d'euros, en progression de 3,6 % sur un trimestre et de 3,5 % sur un an : plus de 78,9 % de cet encours, soit 105,243 millions d'euros, sont consentis par des établissements de crédit locaux.

L'encours global sain est réparti entre les ménages (57,6 %), les entreprises (27,2 %), les Collectivités locales (14,2 %) et les autres agents (1,0 %).

L'encours global des **créances douteuses brutes** (15,562 millions d'euros) est en repli de 13,7 % sur le trimestre.

Le **taux global de créances douteuses** s'élève à 10,5 %, en recul de 1,8 point par rapport au précédent trimestre. Ce ratio se situe à 12,5 % (- 2,4 points) pour les seuls établissements de crédit locaux, étant entendu que plus de 96,2 % des créances douteuses brutes émanent des établissements de crédit locaux.

Sous l'effet d'un **taux de provisionnement** en progression, de 2,6 points (à 65,8 %) pour l'ensemble des établissements de crédit et de 3,4 points (à 68,3 %) pour les seuls établissements de crédit locaux, les créances douteuses nettes reculent respectivement de 19,9 % et de 22,7 % sur le trimestre.

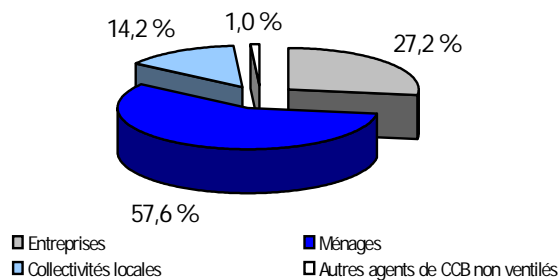
L'encours global sain des **entreprises** s'établit à 36,217 millions d'euros - octroyés à 91,2 % par des établissements de crédit locaux -, en croissance de 12,7 % sur le trimestre. Les *crédits d'exploitation* (19,788 millions d'euros) - en hausse de 25,4 % - représentent 54,6 % de cet encours. Les *crédits d'investissement* (16,043 millions d'euros) - en légère hausse de 0,6 % - en représentent 44,3 %. Enfin, les *créances douteuses nettes* sur les entreprises (3,237 millions d'euros) s'inscrivent en net repli de 40,2 %.

L'encours global sain des **ménages** (76,758 millions d'euros) - dont 88,1 % octroyés par des établissements de crédit locaux - atteint un niveau record. Il s'inscrit en progression de 3,7 % sur le trimestre : les *crédits à la consommation* (16 % de l'encours) et les *crédits à l'habitat* (83 % de l'encours) croissent respectivement de 8,1 % et de 3,1 % ; les *autres crédits* (1,0 % de l'encours) sont en repli de 12,1 %. Dans le même temps, les *créances douteuses nettes* sur les ménages (2,019 millions d'euros) font un bond de 64,5 %.

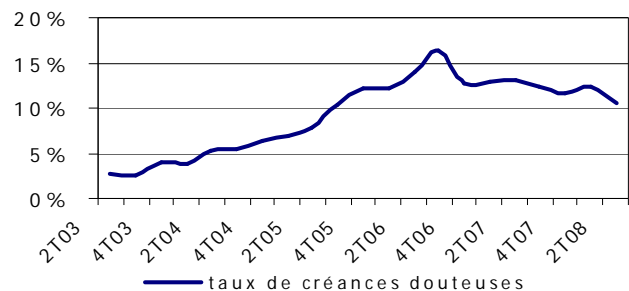
L'encours global sain des **collectivités locales** (18,994 millions d'euros) - dont 17,6 % octroyés par des établissements de crédit locaux - se contracte de 11,4 % sur le trimestre : les *crédits d'exploitation* (1,1 % de l'encours), les *crédits à l'équipement* (83,2 % de l'encours) et les *autres crédits* (15,7 % de l'encours) reculent respectivement de 86,5 %, de 5,6 % et de 6,0 %.

Enfin, l'encours global sain des **autres agents** s'établit à 1,355 million d'euros - dont 93,4 % octroyés par des établissements de crédit locaux -. Il progresse de 25,3 % sur le trimestre.

Répartition des crédits par agents économiques au 30 juin 2008



Evolution des créances douteuses dans l'encours



**En glissement annuel**, l'encours global brut des passifs financiers est quasi-stable (+ 0,5 %).

Le montant global des créances douteuses brutes (15,562 millions d'euros) diminue de 19,0 % sur un an. Le taux de créances douteuses brutes s'établit à 10,5 %, en baisse de 2,5 points par rapport au 30 juin 2007.

L'encours de crédit des *entreprises* est orienté à la hausse (+ 11,4 %) : les crédits d'exploitation et les crédits d'investissement progressent respectivement de 17,5 % et de 5,4 %. Les autres crédits sont en repli de 16,5 %. Les créances douteuses nettes des entreprises affichent une nette baisse de 52,7 %.

L'encours des *ménages* enregistre une croissance de 7,8 %. La consommation et l'investissement des ménages demeurent bien orientés : les crédits à la consommation et les crédits à l'habitat progressent respectivement de 13,5 % et de 8,1 %, les autres crédits enregistrant un net repli (- 48,9 %). Pour leur part, les créances douteuses nettes des ménages explosent (+ 80,9 %).

L'encours des *collectivités locales* diminue de 19,1 % : en un an, les crédits d'exploitation, les crédits à l'équipement et les autres crédits fléchissent respectivement de 87,4 %, de 13,5 % et de 16 %. La part des crédits contractés par les collectivités locales auprès des établissements de crédit métropolitains s'établit à 82,4 % à fin juin 2008, contre 75,1 % à fin juin 2007 et 68,3 % à fin juin 2006.

### Les risques recensés au Service Central des Risques

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France est chargé de centraliser mensuellement les concours accordés par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable, par guichet et par nature de déclaration, le seuil fixé par instruction de la Banque de France.

Au 30 juin 2008, l'encours des crédits aux entreprises et aux administrations recensé par le Service Central des Risques de la Banque de France s'élevait à 74,386 millions d'euros (- 1,8 % sur un trimestre).

Le secteur « Administrations et Collectivités locales » concentre 22,1 % de l'encours total. La part de ce secteur est traditionnellement la plus importante. Elle est suivie des secteurs « Construction » (18,5 %) et « Commerce » (17,3 %). Ces trois secteurs représentent plus de 57,8 % de l'encours total déclaré, soit 43,020 millions d'euros.

Les secteurs « Immobiliers, locations et services aux entreprises » et « Transport et communication » en représentent respectivement 14,1 % et 10,1 %.

Enfin, la part des risques sur les secteurs « primaire » (1,7 %), « Industrie et énergie » (2,1 %), « Hôtels et restaurants » (3,0 %) et « Autres secteurs d'activités » (11,1 %) demeure relativement faible. Elle représente 13,323 millions d'euros.

Les concours déclarés au SCR sont répartis en quatre rubriques principales : crédits à court terme, crédits à moyen et long terme, crédit-bail et location avec option d'achat, et engagements hors-bilan.

Au 30 juin 2008, l'encours global se répartit à 53,9 % pour les crédits à moyen et long terme et à 21,6 % pour les crédits à court terme. Pour le deuxième trimestre consécutif, les engagements hors bilan (18,191 millions d'euros, soit 24,5 % de l'encours global) sont supérieurs aux crédits à court terme.



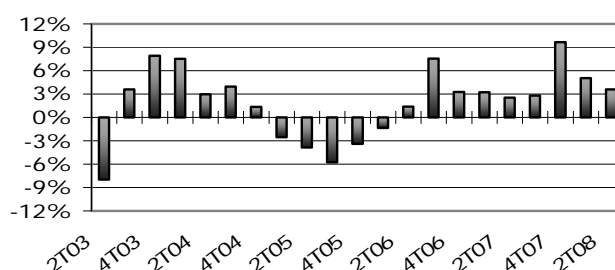
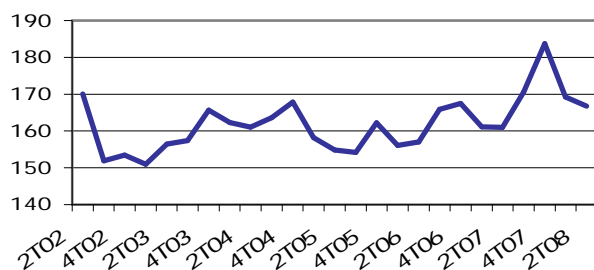
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

Actifs par agent	Montants en millions d'EUR									Variations	
	juin-06	sept.-06	déc.-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	1 an	1 trim
<b>Sociétés</b>	11,757	12,900	15,355	12,509	10,153	11,886	21,267	14,531	13,103	29,1%	-9,8%
Dépôts à vue	7,248	8,401	11,991	8,575	7,631	7,788	17,873	9,290	8,571	12,3%	-7,7%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>4,509</b>	<b>4,499</b>	<b>3,364</b>	<b>3,934</b>	<b>2,522</b>	<b>4,098</b>	<b>3,394</b>	<b>5,241</b>	<b>4,532</b>	<b>79,7%</b>	<b>-13,5%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,035	0,064	0,037	0,007	0,007	0,007	0,007	0,007	0,007	0,0%	0,0%
Placements indexés sur les taux du marché	4,474	4,435	3,327	3,927	2,515	4,091	3,387	5,234	4,525	79,9%	-13,5%
dont comptes à terme	4,474	4,435	3,327	3,927	2,515	4,091	3,387	5,234	4,525	79,9%	-13,5%
dont OPCVM monétaires										-	-
dont certificats de dépôts										-	-
<b>Epargne à long terme</b>							<b>0,000</b>				
dont OPCVM non monétaires										-	-
<b>Ménages</b>	<b>135,403</b>	<b>137,836</b>	<b>131,481</b>	<b>133,916</b>	<b>137,197</b>	<b>137,285</b>	<b>140,384</b>	<b>138,492</b>	<b>138,949</b>	<b>1,3%</b>	<b>0,3%</b>
Dépôts à vue	28,580	31,313	26,304	25,721	27,438	26,095	27,617	25,811	26,419	-3,7%	2,4%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>94,165</b>	<b>93,470</b>	<b>91,673</b>	<b>93,211</b>	<b>94,389</b>	<b>95,799</b>	<b>97,044</b>	<b>95,968</b>	<b>96,152</b>	<b>1,9%</b>	<b>0,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	34,996	35,237	33,800	33,621	32,822	32,407	33,443	33,264	32,958	0,4%	-0,9%
Livrets ordinaires	29,889	30,040	28,385	28,134	27,301	26,993	27,675	27,331	26,958	-1,3%	-1,4%
Livrets A et bleu	4,670	4,741	4,939	5,014	5,053	4,934	5,281	5,390	5,435	7,6%	0,8%
Livrets jeunes	0,387	0,406	0,425	0,426	0,421	0,439	0,446	0,497	0,503	19,5%	1,2%
Livrets d'épargne populaire							0,000			-	-
CODEVI	0,005	0,005	0,005				0,000			-	-
Comptes d'épargne logement	0,045	0,045	0,046	0,047	0,047	0,041	0,041	0,046	0,062	31,9%	34,8%
Placements indexés sur les taux du marché	59,169	58,233	57,873	59,590	61,567	63,392	63,601	62,704	63,194	2,6%	0,8%
dont comptes à terme	53,532	53,425	54,815	56,604	58,945	60,874	61,362	60,583	61,196	3,8%	1,0%
dont bons de caisse	5,332	4,808	3,058	2,986	2,622	2,518	2,239	2,121	1,998	-23,8%	-5,8%
dont OPCVM monétaires										-	-
<b>Epargne à long terme</b>	<b>12,658</b>	<b>13,053</b>	<b>13,504</b>	<b>14,984</b>	<b>15,370</b>	<b>15,391</b>	<b>15,723</b>	<b>16,713</b>	<b>16,378</b>	<b>6,6%</b>	<b>-2,0%</b>
Plans d'épargne logement	2,074	2,134	2,218	2,287	2,256	2,160	2,080	2,039	2,073	-8,1%	1,7%
Plans d'épargne populaire							0,000			-	-
Autres comptes d'épargne							0,000			-	-
Portefeuille-titres										-	-
OPCVM non monétaires	3,724	4,097	4,159	4,930	5,270	5,126	5,479	5,591	4,918	-6,7%	-12,0%
Contrats d'assurance-vie	6,860	6,822	7,127	7,767	7,844	8,105	8,164	9,083	9,387	19,7%	3,3%
<b>Autres agents</b>	<b>16,736</b>	<b>21,958</b>	<b>27,771</b>	<b>22,446</b>	<b>21,491</b>	<b>29,468</b>	<b>30,190</b>	<b>25,272</b>	<b>24,120</b>	<b>12,2%</b>	<b>-4,6%</b>
Dépôts à vue	10,361	15,387	18,835	13,241	11,920	19,662	20,603	16,646	13,556	13,7%	-18,6%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>6,375</b>	<b>6,571</b>	<b>8,936</b>	<b>9,205</b>	<b>9,571</b>	<b>9,806</b>	<b>9,587</b>	<b>8,626</b>	<b>10,564</b>	<b>10,4%</b>	<b>22,5%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1,406	1,395	3,622	3,523	3,832	3,576	3,561	3,408	3,839	0,2%	12,6%
Placements indexés sur les taux du marché	4,969	5,176	5,314	5,682	5,739	6,230	6,026	5,218	6,725	17,2%	28,9%
dont comptes à terme	4,824	5,086	5,224	5,682	5,739	6,230	6,026	5,218	6,725	17,2%	28,9%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>163,896</b>	<b>172,694</b>	<b>174,607</b>	<b>168,871</b>	<b>168,841</b>	<b>178,639</b>	<b>191,841</b>	<b>178,295</b>	<b>176,172</b>	<b>4,3%</b>	<b>-1,2%</b>
Dépôts à vue	46,189	55,101	57,130	47,537	46,989	53,545	66,093	51,747	48,546	3,3%	-6,2%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>105,049</b>	<b>104,540</b>	<b>103,973</b>	<b>106,350</b>	<b>106,482</b>	<b>109,703</b>	<b>110,025</b>	<b>109,835</b>	<b>111,248</b>	<b>4,5%</b>	<b>1,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	36,437	36,696	37,459	37,151	36,661	35,990	37,011	36,679	36,804	0,4%	0,3%
Placements indexés sur les taux du marché	68,612	67,844	66,514	69,199	69,821	73,713	73,014	73,156	74,444	6,6%	1,8%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>12,658</b>	<b>13,053</b>	<b>13,504</b>	<b>14,984</b>	<b>15,370</b>	<b>15,391</b>	<b>15,723</b>	<b>16,713</b>	<b>16,378</b>	<b>6,6%</b>	<b>-2,0%</b>

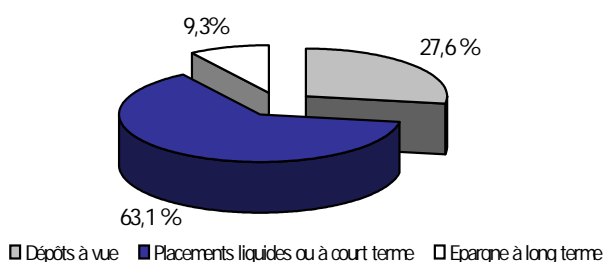
Total des actifs financiers (hors assurance-vie)

En millions d'euros

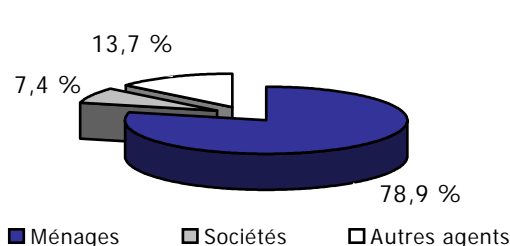
Variation en glissement annuel



Répartition des actifs financiers par nature au 30 juin 2008



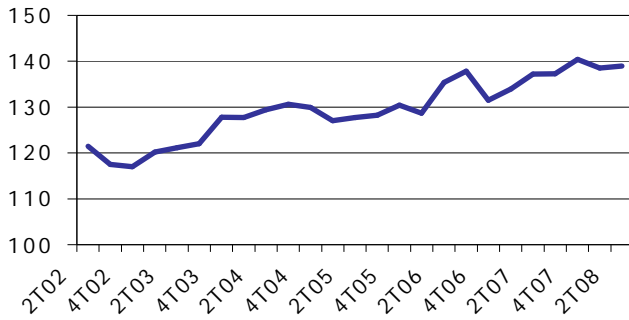
Répartition des actifs financiers par agents économiques au 30 juin 2008



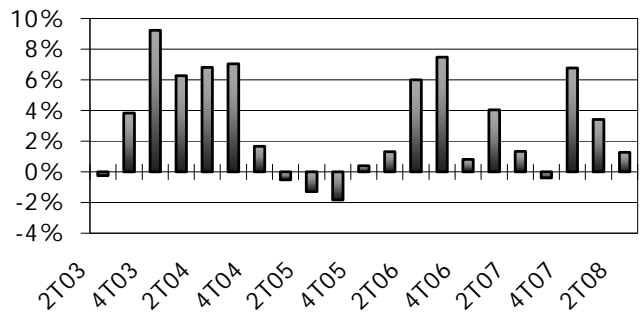
Les avoirs des ménages

Total des actifs financiers

En millions d'euros

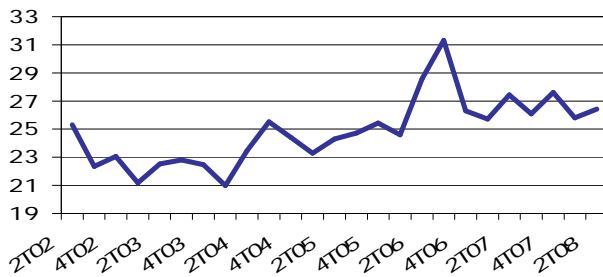


Variation en glissement annuel

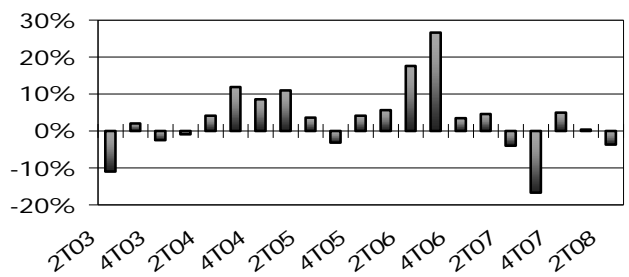


Dépôts à vue

En millions d'euros

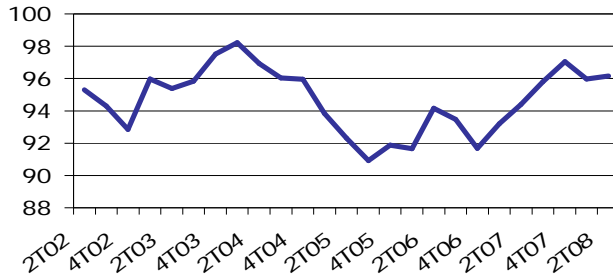


Variation en glissement annuel

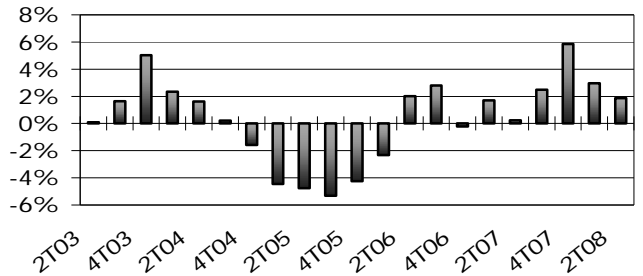


Placements liquides ou à court terme

En millions d'euros

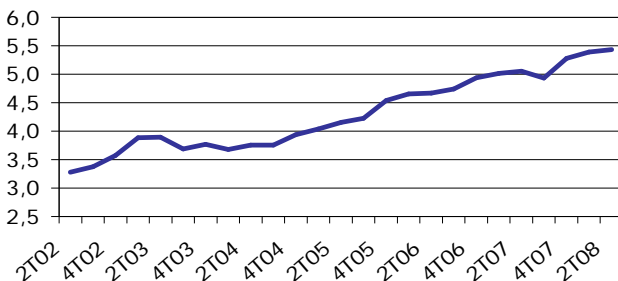


Variation en glissement annuel

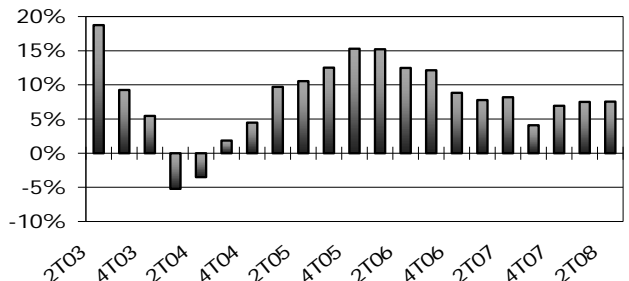


Livrets A et bleu

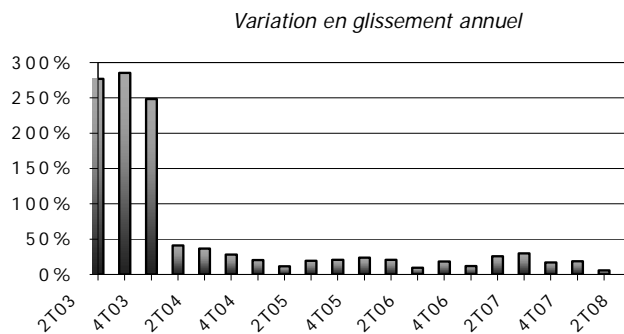
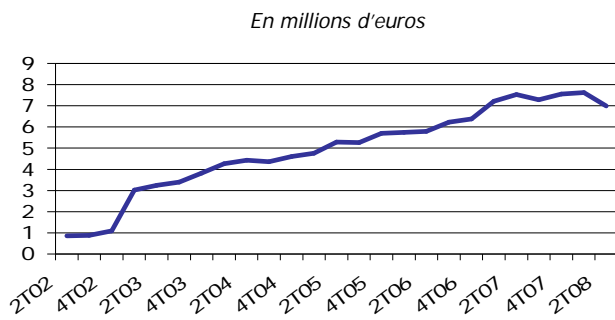
En millions d'euros



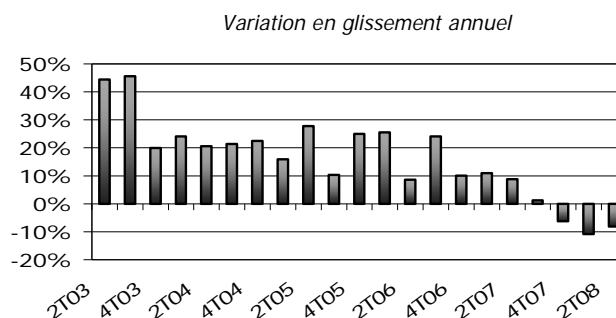
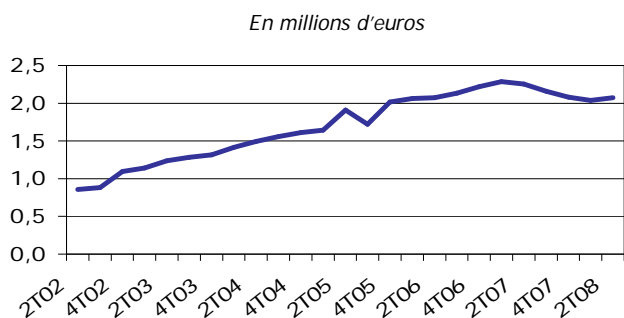
Variation en glissement annuel



Epargne à long terme (hors assurance-vie)



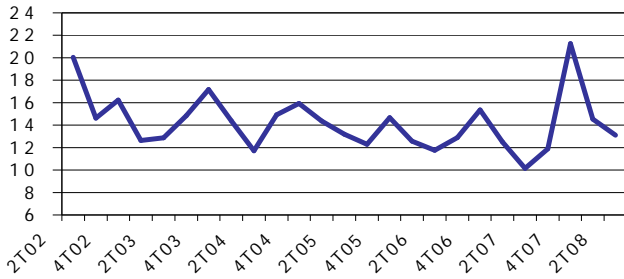
Plans d'épargne logement



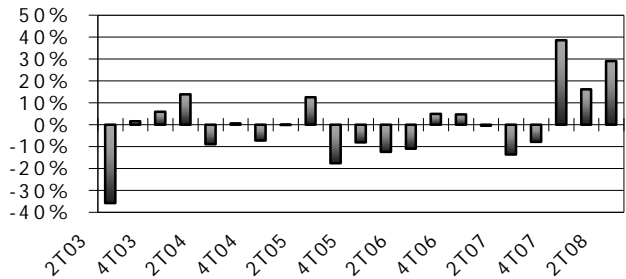
Les avoirs des sociétés

Total des actifs financiers

En millions d'euros

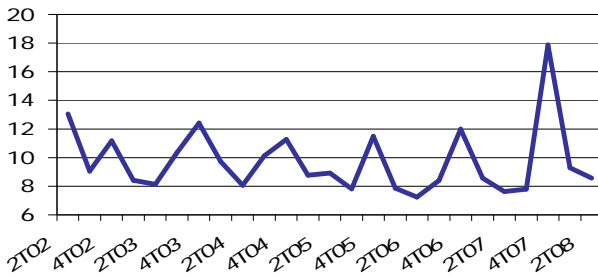


Variation en glissement annuel

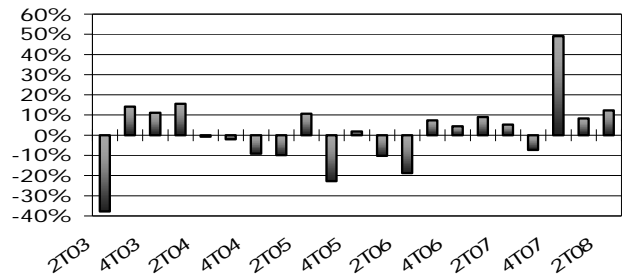


Dépôts à vue

En millions d'euros

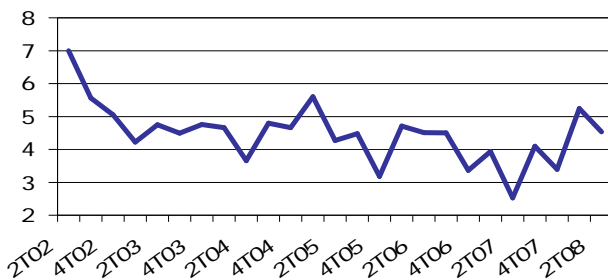


Variation en glissement annuel

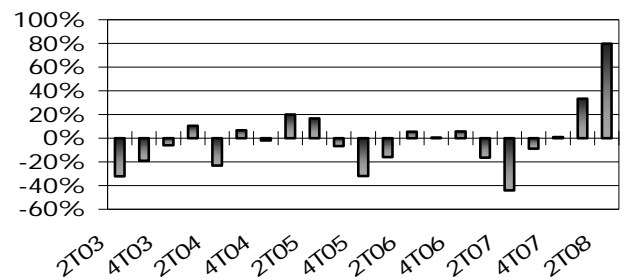


Placements liquides ou à court terme

En millions d'euros



Variation en glissement annuel



## Conjoncture financière et bancaire

Actifs par nature	Montants en millions d'EUR									Variations	
	juin-06	sept.-06	déc.-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	1 trim	1 an
Dépôts à vue	46,189	55,101	57,130	47,537	46,989	53,545	66,093	51,747	48,546	-6,2%	3,3%
Placements liquides ou à court terme	105,049	104,540	103,973	106,350	106,482	109,703	110,025	109,835	111,248	1,3%	4,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	36,437	36,636	37,459	37,151	36,661	35,990	37,011	36,679	36,804	0,3%	0,4%
Livrets ordinaires	30,495	30,636	28,864	28,519	27,901	27,449	28,146	27,331	26,958	-1,4%	-3,4%
Livrets A et bleu	4,776	4,878	5,056	5,101	5,125	5,000	5,346	5,390	5,435	0,8%	6,0%
Livrets jeunes	0,387	0,406	0,425	0,426	0,421	0,439	0,446	0,497	0,503	1,2%	19,5%
Livrets d'épargne populaire							0,000				
CODEVI	0,005	0,005	0,005				0,000				
Comptes d'épargne logement	0,045	0,045	0,046	0,047	0,047	0,041	0,041	0,046	0,062	34,8%	31,9%
Placements indexés sur les taux du marché	68,612	67,844	66,514	69,199	69,821	73,713	73,014	73,156	74,444	1,8%	6,6%
Dépôts à terme	62,830	62,946	63,366	66,213	67,199	71,195	70,775	71,035	72,446	2,0%	7,8%
Bons de caisse	5,782	4,898	3,148	2,986	2,622	2,518	2,239	2,121	1,998	-5,8%	-23,8%
Titres de créances négociables											
OPCVM monétaires											
<b>Epargne à long terme</b>	<b>12,658</b>	<b>13,053</b>	<b>13,504</b>	<b>14,984</b>	<b>15,370</b>	<b>15,391</b>	<b>15,723</b>	<b>16,713</b>	<b>16,378</b>	<b>-2,0%</b>	<b>6,6%</b>
Plans d'épargne logement	2,074	2,134	2,218	2,287	2,255	2,160	2,080	2,039	2,073	1,7%	-8,1%
Plans d'épargne populaire							0,000				
Autres comptes d'épargne							0,000				
Actions											
Obligations											
OPCVM non monétaires	3,724	4,097	4,159	4,930	5,270	5,126	5,479	5,591	4,918	-12,0%	-6,7%
Contrats d'assurance-vie	6,860	6,822	7,127	7,767	7,844	8,105	8,164	9,083	9,387	3,3%	19,7%
<b>TOTAL</b>	<b>163,896</b>	<b>172,694</b>	<b>174,607</b>	<b>168,871</b>	<b>168,841</b>	<b>178,639</b>	<b>191,841</b>	<b>178,295</b>	<b>176,172</b>	<b>-1,2%</b>	<b>4,3%</b>

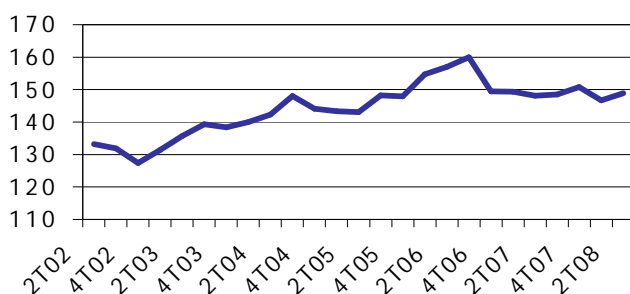
3. L'endettement des agents économiques

3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

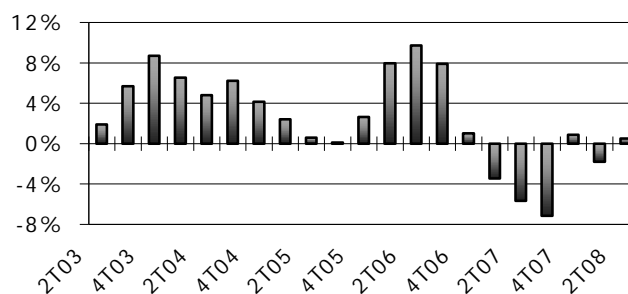
	Montants en millions d'EUR								Variations		
	juin-06	sept.-06	déc.-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>	<b>37,185</b>	<b>35,973</b>	<b>30,273</b>	<b>31,910</b>	<b>32,519</b>	<b>32,747</b>	<b>35,216</b>	<b>32,130</b>	<b>36,217</b>	<b>11,4%</b>	<b>12,7%</b>
Crédits d'exploitation	20,639	21,244	15,270	17,273	16,842	17,679	19,159	15,786	19,788	17,5%	25,4%
Créances commerciales	2,559	4,039	1,889	0,766	0,762	2,335	4,364	0,359	2,470	224,1%	588,0%
Crédits de trésorerie	6,417	5,458	6,684	6,133	9,483	9,663	9,699	9,495	10,152	7,1%	6,9%
dont entrepreneurs individuels	1,171	0,900	1,841	1,275	2,629	0,922	0,713	0,635	0,657	-75,0%	3,5%
Comptes ordinaires débiteurs	11,663	11,747	6,697	10,374	6,597	5,681	5,096	5,932	7,166	8,6%	20,8%
Affacturation	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Crédits d'investissement	15,832	14,219	14,510	14,159	15,215	14,636	15,640	15,942	16,043	5,4%	0,6%
Crédits à l'équipement	15,832	14,219	14,510	14,159	15,215	14,636	15,640	15,942	16,043	5,4%	0,6%
dont entrepreneurs individuels	2,105	2,125	2,084	2,071	2,348	1,576	1,805	1,625	1,815	-22,7%	11,7%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Autres crédits	0,714	0,510	0,493	0,478	0,462	0,432	0,417	0,402	0,386	-16,5%	-4,0%
<b>Ménages</b>	<b>66,175</b>	<b>67,038</b>	<b>69,546</b>	<b>69,459</b>	<b>71,232</b>	<b>72,445</b>	<b>74,261</b>	<b>74,028</b>	<b>76,758</b>	<b>7,8%</b>	<b>3,7%</b>
Crédits à la consommation	7,723	8,199	9,164	8,993	10,818	10,693	11,241	11,352	12,276	13,5%	8,1%
Crédits de trésorerie	6,997	7,352	8,432	8,281	10,084	10,067	10,687	10,771	11,659	15,6%	8,2%
Comptes ordinaires débiteurs	0,653	0,775	0,661	0,642	0,665	0,558	0,487	0,516	0,553	-16,8%	7,2%
Crédit-bail	0,073	0,072	0,071	0,070	0,069	0,068	0,067	0,065	0,064	-7,2%	-1,5%
Crédits à l'habitat	55,380	56,201	57,961	58,269	58,922	60,508	61,978	61,808	63,719	8,1%	3,1%
Autres crédits	3,072	2,638	2,421	2,197	1,492	1,244	1,042	0,868	0,763	-48,9%	-12,1%
<b>Collectivités locales</b>	<b>29,629</b>	<b>29,054</b>	<b>28,755</b>	<b>27,520</b>	<b>23,465</b>	<b>23,814</b>	<b>22,960</b>	<b>21,446</b>	<b>18,994</b>	<b>-19,1%</b>	<b>-11,4%</b>
Crédits d'exploitation	3,544	4,175	4,728	4,086	1,640	2,849	2,419	1,525	0,206	-87,4%	-86,5%
Crédits de trésorerie	1,318	2,060	2,048	1,806	0,014	1,541	1,411	0,720	0,006	-57,1%	-99,2%
Comptes ordinaires débiteurs	2,226	2,115	2,680	2,280	1,626	1,308	1,008	0,805	0,200	-87,7%	-75,2%
Crédits d'investissement	21,903	20,872	20,274	19,681	18,263	17,591	17,358	16,738	15,795	-13,5%	-5,6%
Crédits à l'équipement	21,903	20,872	20,274	19,681	18,263	17,591	17,358	16,738	15,795	-13,5%	-5,6%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Autres crédits	4,182	4,007	3,753	3,753	3,562	3,374	3,183	3,183	2,993	-16,0%	-6,0%
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>2,194</b>	<b>1,812</b>	<b>1,729</b>	<b>1,263</b>	<b>1,618</b>	<b>1,216</b>	<b>0,778</b>	<b>1,081</b>	<b>1,355</b>	<b>-16,3%</b>	<b>25,3%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>135,183</b>	<b>133,877</b>	<b>130,303</b>	<b>130,152</b>	<b>128,834</b>	<b>130,222</b>	<b>133,215</b>	<b>128,685</b>	<b>133,324</b>	<b>3,5%</b>	<b>3,6%</b>
Créances douteuses brutes	21,824	26,088	19,183	19,249	19,211	18,326	17,598	18,036	15,562	-19,0%	-13,7%
Créances douteuses nettes	11,695	15,840	8,658	8,057	7,969	7,374	6,429	6,641	5,318	-33,3%	-19,9%
dont entreprises	10,576	14,403	7,497	6,881	6,850	6,448	5,384	5,414	3,237	-52,7%	-40,2%
dont ménages	1,101	1,419	1,157	1,173	1,116	0,921	1,042	1,227	2,019	80,9%	64,5%
Provisions	10,129	10,248	10,525	11,192	11,242	10,952	11,169	11,395	10,244	-8,9%	-10,1%
<b>Total encours brut</b>	<b>157,018</b>	<b>159,965</b>	<b>149,486</b>	<b>149,401</b>	<b>148,126</b>	<b>148,548</b>	<b>150,814</b>	<b>146,721</b>	<b>148,860</b>	<b>0,5%</b>	<b>1,5%</b>
Taux de créances douteuses	13,9%	16,3%	12,9%	12,9%	13,0%	12,4%	11,7%	12,3%	10,5%	-19,3%	-14,6%
Taux de provisionnement	46,4%	39,3%	54,9%	58,1%	58,5%	59,8%	63,5%	63,2%	65,8%	12,4%	4,1%

Encours de crédits bruts

En millions d'euros

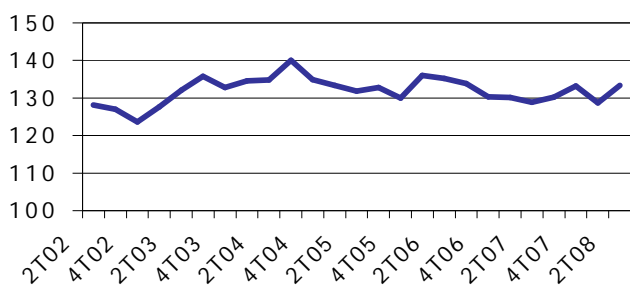


Variation en glissement annuel

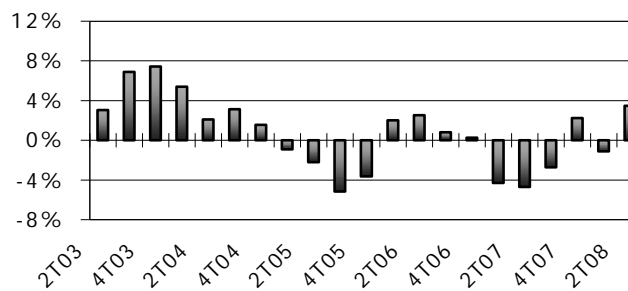


Encours de crédits sains

En millions d'euros

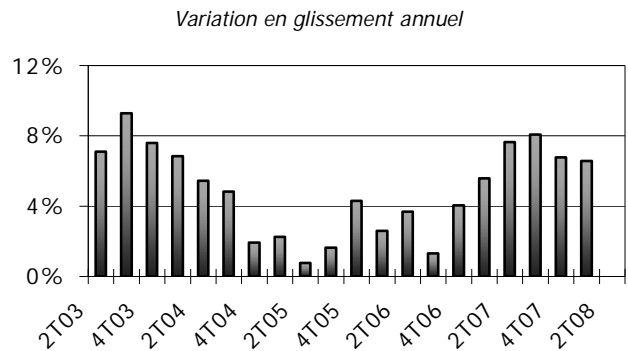
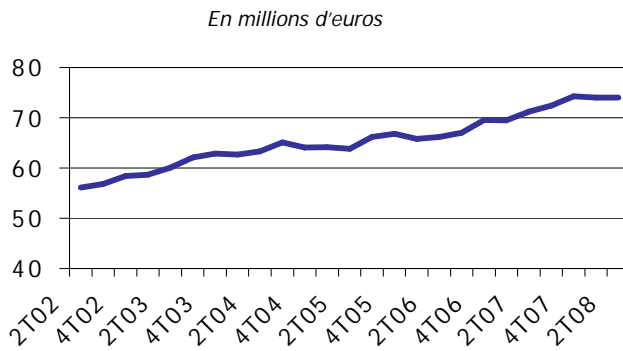


Variation en glissement annuel

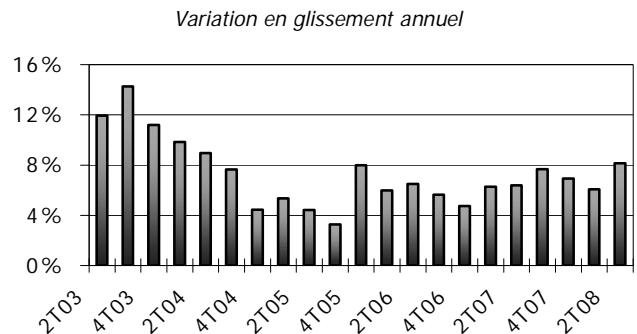
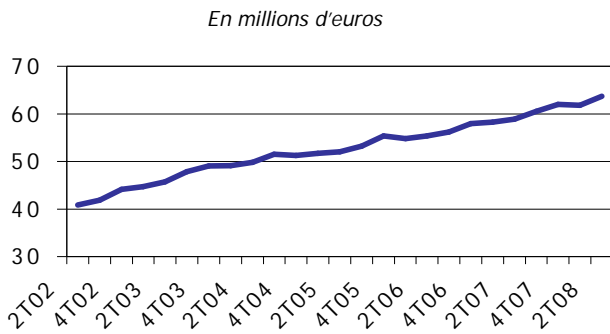


L'endettement des ménages

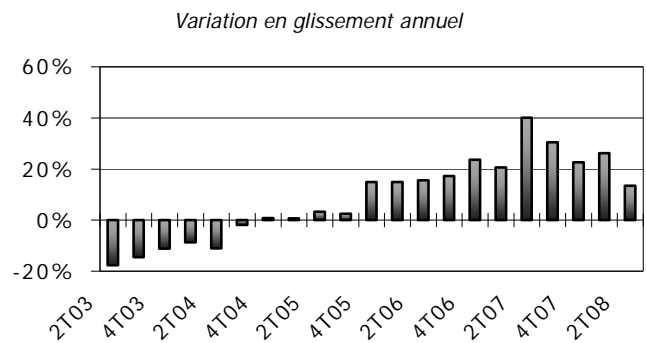
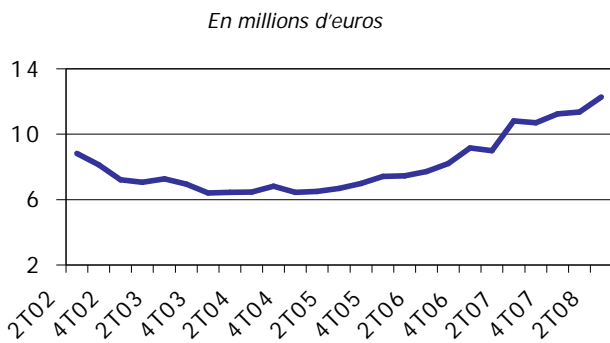
Crédits sains



Crédits à l'habitat

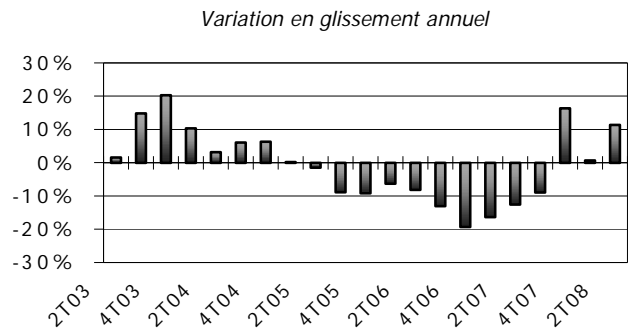
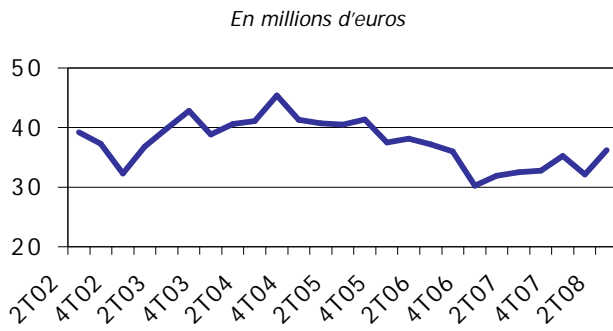


Crédits à la consommation

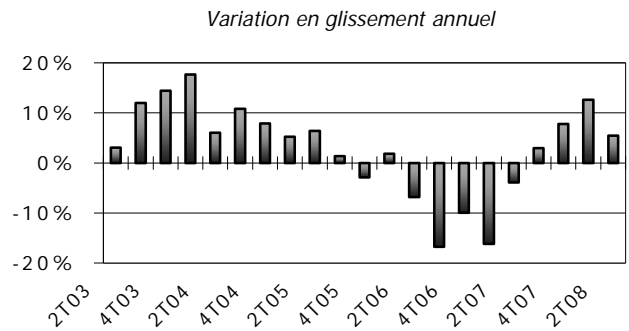
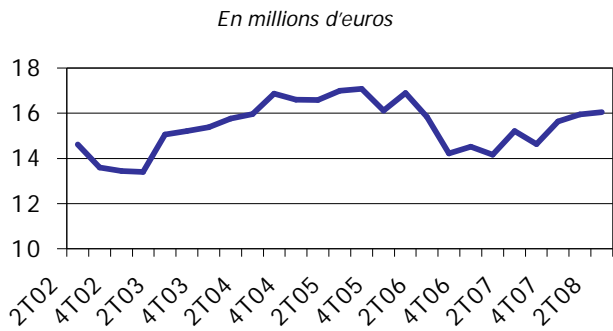


L'endettement des entreprises

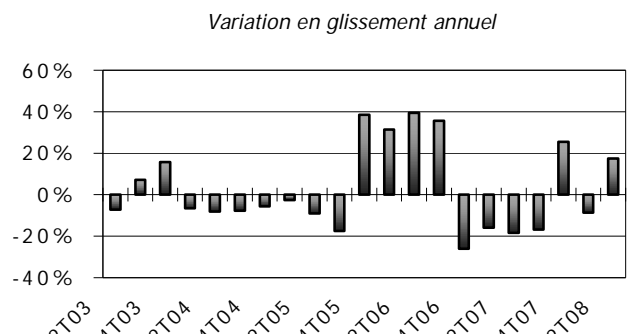
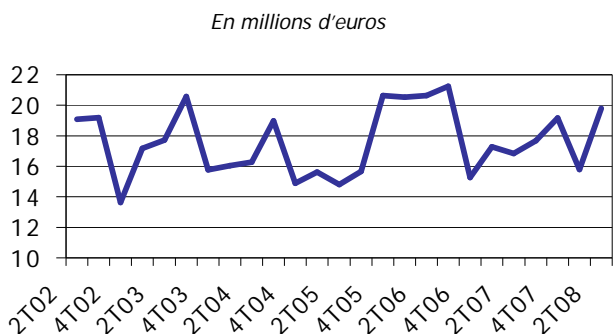
Encours de crédits sains



Crédits d'investissement



Crédits d'exploitation

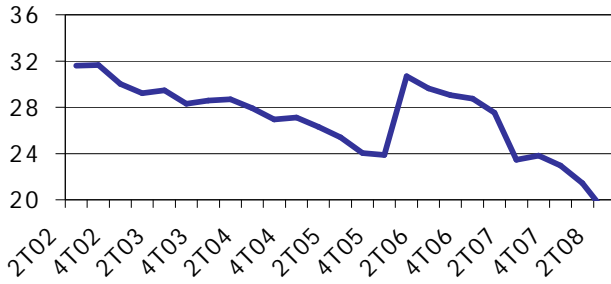




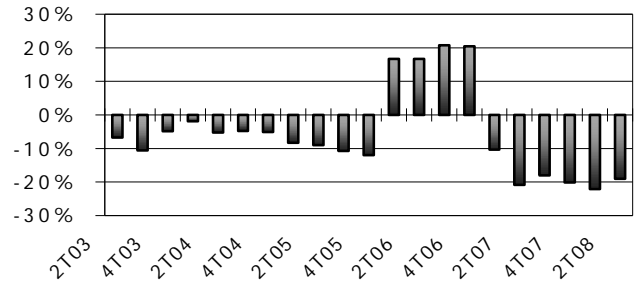
L'endettement des Collectivités locales

Encours de crédits sains

En millions d'euros

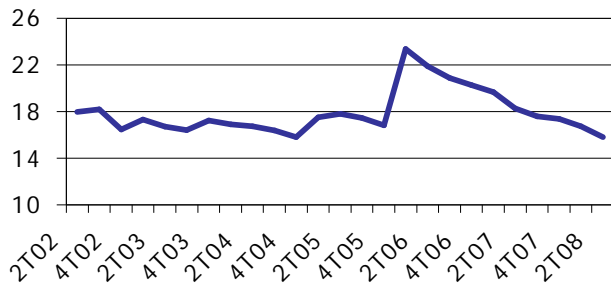


Variation en glissement annuel

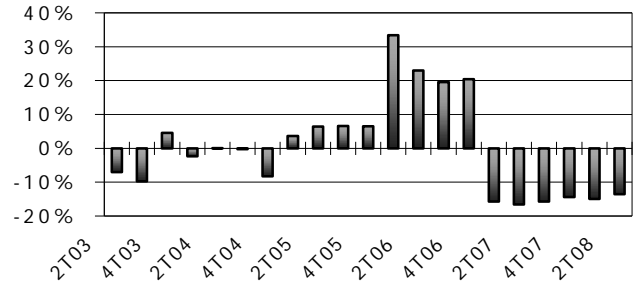


Crédits d'investissement

En millions d'euros



Variation en glissement annuel

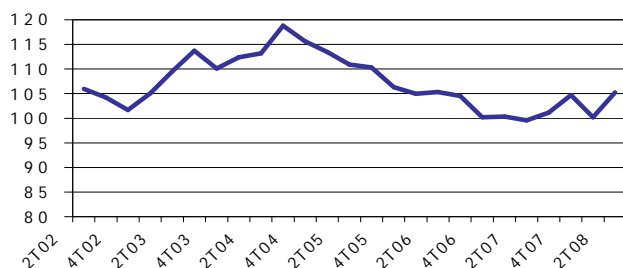


3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

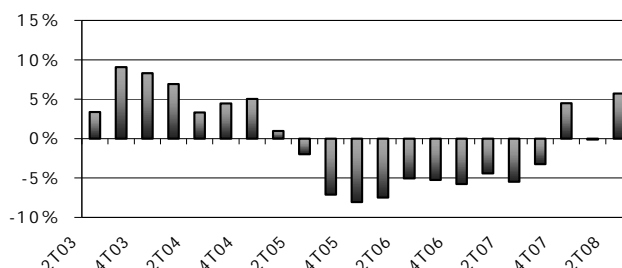
	Montants en millions d'EUR									Variations	
	juin-06	sept.-06	déc.-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>	<b>33,809</b>	<b>32,332</b>	<b>26,144</b>	<b>27,916</b>	<b>28,690</b>	<b>28,960</b>	<b>31,852</b>	<b>28,781</b>	<b>33,030</b>	<b>15,1%</b>	<b>14,8%</b>
Crédits d'exploitation	20,639	21,244	15,264	17,265	16,842	17,679	19,159	15,786	19,788	17,5%	25,4%
Créances commerciales	2,559	4,039	1,889	0,766	0,762	2,335	4,364	0,359	2,470	224,1%	588,0%
Crédits de trésorerie	6,417	5,458	6,678	6,125	9,483	9,663	9,699	9,495	10,152	7,1%	6,9%
dont entrepreneurs individuels	1,171	0,900	1,835	1,267	2,629	0,922	0,713	0,635	0,657	-75,0%	3,5%
Comptes ordinaires débiteurs	11,663	11,747	6,697	10,374	6,597	5,681	5,096	5,932	7,166	8,6%	20,8%
Affacturage											
Crédits d'investissement	12,456	10,578	10,387	10,173	11,386	10,849	12,276	12,593	12,856	12,9%	2,1%
Crédits à l'équipement	12,456	10,578	10,387	10,173	11,386	10,849	12,276	12,593	12,856	12,9%	2,1%
dont entrepreneurs individuels	1,993	2,020	1,984	1,977	2,295	1,525	1,756	1,578	1,770	-22,9%	12,2%
Crédit-bail							0,000				
Crédits à l'habitat							0,000				
Autres crédits	0,714	0,510	0,493	0,478	0,462	0,432	0,417	0,402	0,386	-16,5%	-4,0%
<b>Ménages</b>	<b>59,924</b>	<b>60,678</b>	<b>62,255</b>	<b>61,969</b>	<b>63,510</b>	<b>64,483</b>	<b>65,924</b>	<b>65,424</b>	<b>67,595</b>	<b>6,4%</b>	<b>3,3%</b>
Crédits à la consommation	6,196	6,512	7,237	7,006	8,665	8,358	8,656	8,695	9,355	8,0%	7,6%
Crédits de trésorerie	5,477	5,676	6,514	6,301	7,931	7,732	8,102	8,114	8,738	10,2%	7,7%
Comptes ordinaires débiteurs	0,646	0,764	0,652	0,635	0,665	0,558	0,487	0,516	0,553	-16,8%	7,2%
Crédit-bail	0,073	0,072	0,071	0,070	0,069	0,068	0,067	0,065	0,064	-7,2%	-1,5%
Crédits à l'habitat	50,656	51,528	52,597	52,766	53,353	54,881	56,226	55,861	57,477	7,7%	2,9%
Autres crédits	3,072	2,638	2,421	2,197	1,492	1,244	1,042	0,868	0,763	-48,9%	-12,1%
<b>Collectivités locales</b>	<b>9,405</b>	<b>9,710</b>	<b>10,068</b>	<b>9,182</b>	<b>5,837</b>	<b>6,673</b>	<b>6,225</b>	<b>5,074</b>	<b>3,352</b>	<b>-42,6%</b>	<b>-33,9%</b>
Crédits d'exploitation	3,498	4,162	4,714	4,072	1,626	2,842	2,413	1,519	0,200	-87,7%	-86,8%
Crédits de trésorerie	1,272	2,047	2,034	1,792		1,534	1,405	0,714		-	-100,0%
Comptes ordinaires débiteurs	2,226	2,115	2,680	2,280	1,626	1,308	1,008	0,805	0,200	-87,7%	-75,2%
Crédits d'investissement	5,544	5,360	5,166	4,922	4,023	3,831	3,812	3,555	3,152	-21,7%	-11,3%
Crédits à l'équipement	5,544	5,360	5,166	4,922	4,023	3,831	3,812	3,555	3,152	-21,7%	-11,3%
Crédit-bail							0,000			-	-
Crédits à l'habitat							0,000			-	-
Autres crédits	0,363	0,188	0,188	0,188	0,188					-	-
<b>Autres agents et CCB non ventilés</b>	<b>2,194</b>	<b>1,812</b>	<b>1,729</b>	<b>1,263</b>	<b>1,518</b>	<b>1,027</b>	<b>0,697</b>	<b>0,920</b>	<b>1,266</b>	<b>-16,6%</b>	<b>37,6%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>105,332</b>	<b>104,532</b>	<b>100,196</b>	<b>100,330</b>	<b>99,555</b>	<b>101,143</b>	<b>104,698</b>	<b>100,199</b>	<b>105,243</b>	<b>5,7%</b>	<b>5,0%</b>
Créances douteuses brutes	21,260	25,438	18,677	18,468	18,702	17,926	17,113	17,518	14,978	-19,9%	-14,5%
Créances douteuses nettes	11,192	15,251	8,168	7,292	7,460	6,974	5,969	6,148	4,751	-36,3%	-22,7%
dont entreprises	10,260	14,084	7,190	6,574	6,538	6,249	5,162	5,210	3,025	-53,7%	-41,9%
dont ménages	0,914	1,149	0,974	0,715	0,919	0,720	0,804	0,938	1,664	81,1%	77,4%
Provisions	10,068	10,187	10,509	11,176	11,242	10,952	11,144	11,370	10,227	-9,0%	-10,1%
<b>Total encours brut</b>	<b>126,603</b>	<b>129,970</b>	<b>118,873</b>	<b>118,798</b>	<b>118,338</b>	<b>119,069</b>	<b>121,812</b>	<b>117,717</b>	<b>120,221</b>	<b>1,6%</b>	<b>2,1%</b>
Taux de créances douteuses	16,9%	19,6%	15,8%	15,6%	15,9%	15,1%	14,1%	14,9%	12,5%	-21,4%	-16,4%
Taux de provisionnement	47,4%	40,0%	56,3%	60,5%	60,1%	61,1%	65,1%	64,9%	68,3%	13,6%	5,2%

Encours total de crédits sains

En millions d'euros

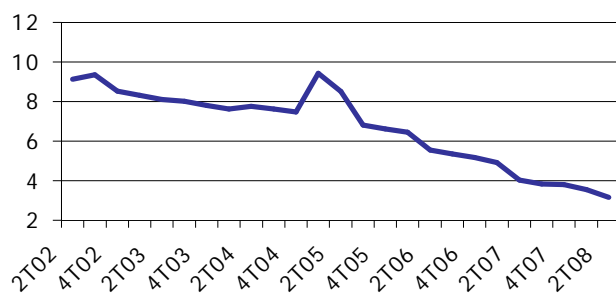


Variation en glissement annuel

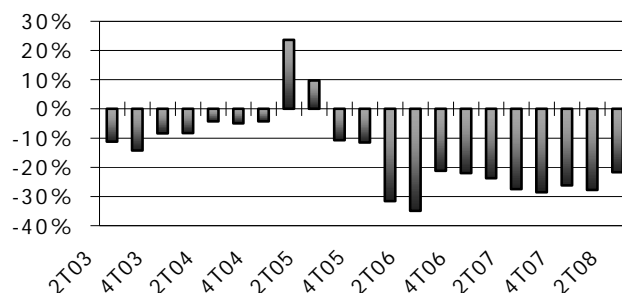


Encours des crédits à l'équipement des Collectivités locales

En millions d'euros



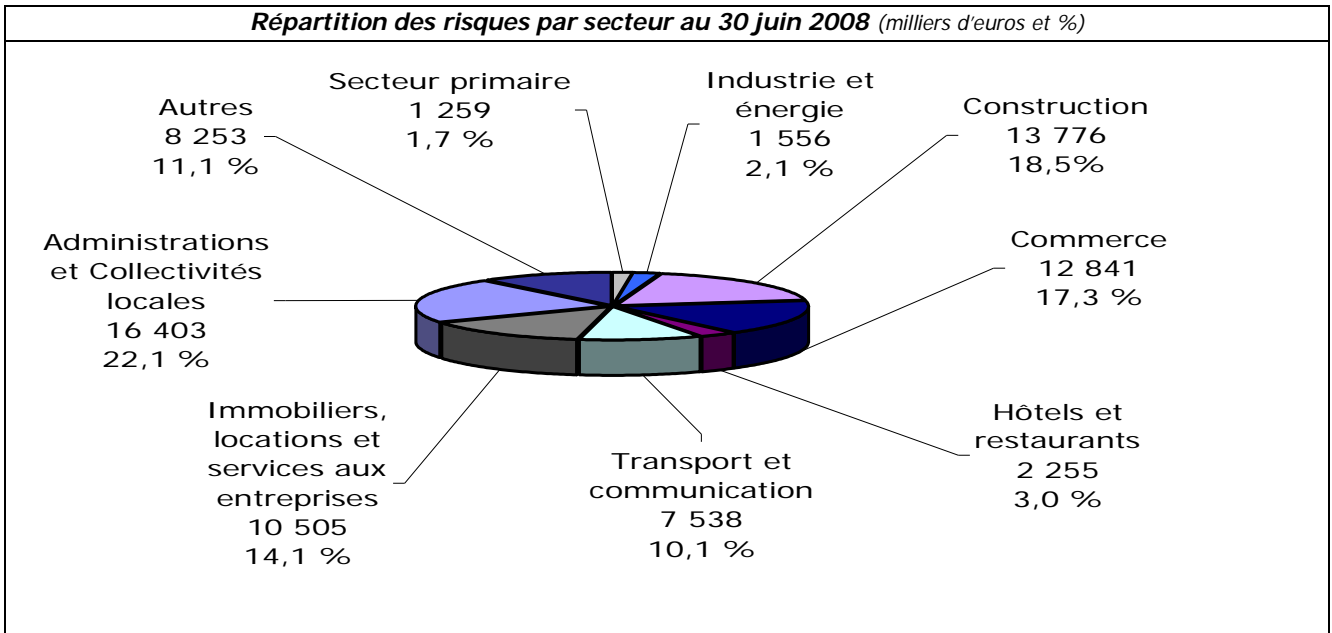
Variation en glissement annuel



4. Les engagements bancaires

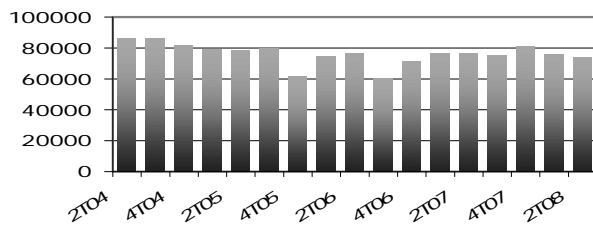
4.1 Les engagements sectoriels

Répartition des risques par secteur au 30 juin 2008 (milliers d'euros et %)

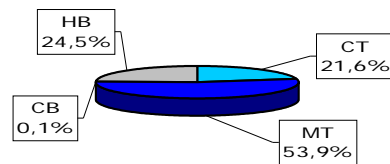


Evolution globale des risques déclarés au SCR

En milliers d'euros

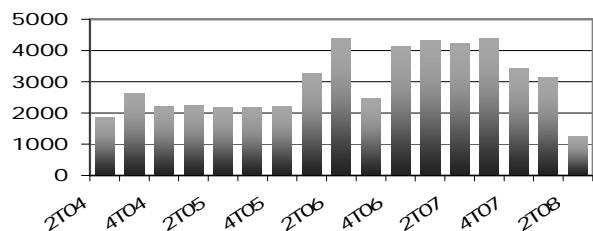


Structure (en %)

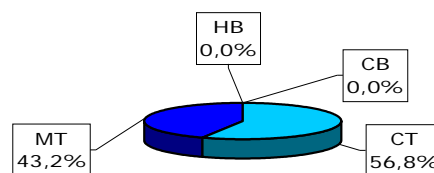


Secteur primaire

En milliers d'euros

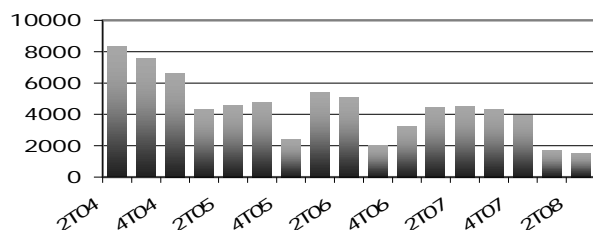


Structure (en %)

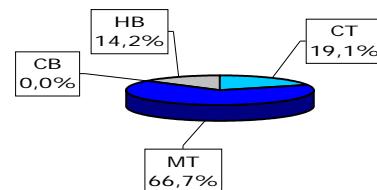


Industrie et énergie

En milliers d'euros

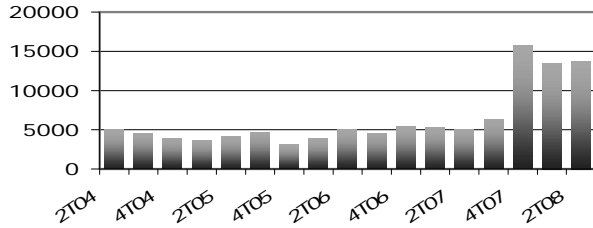


Structure (en %)

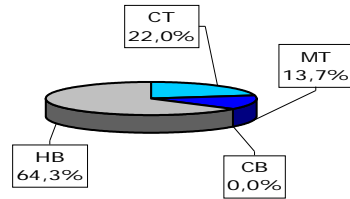


**Construction**

En milliers d'euros

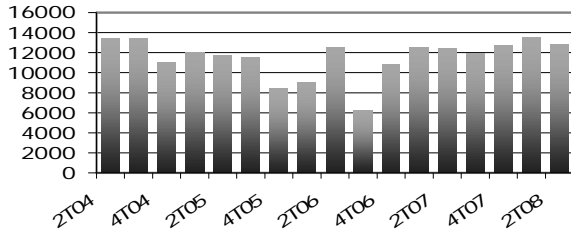


Structure (en %)

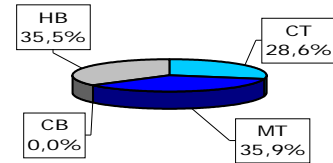


**Commerce**

En milliers d'euros

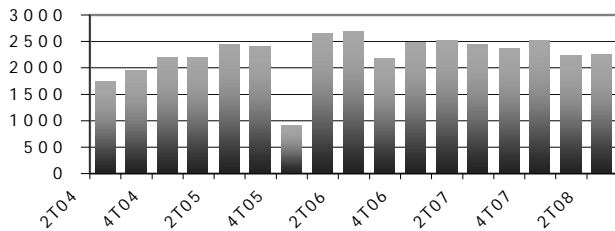


Structure (en %)

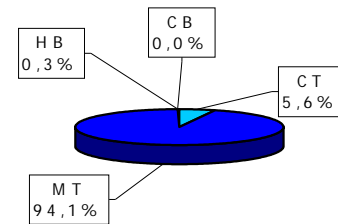


**Hôtels et restaurants**

En milliers d'euros

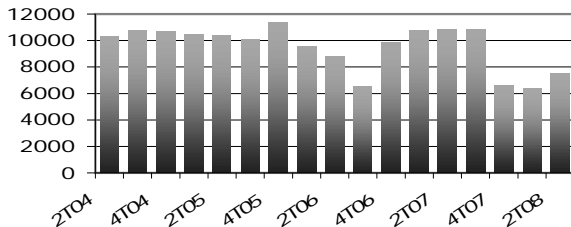


Structure (en %)

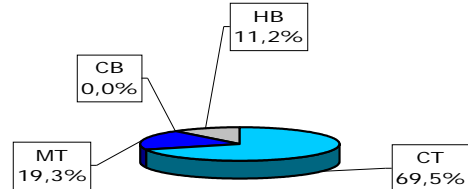


**Transport et communication**

En milliers d'euros

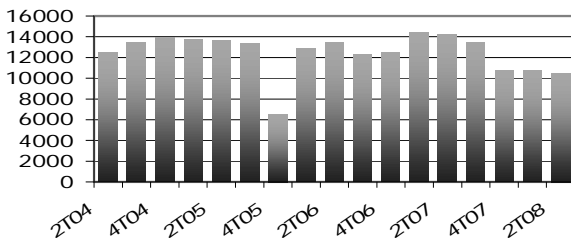


Structure (en %)

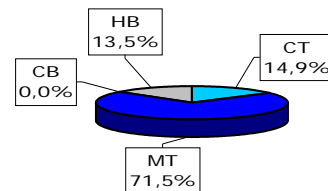


**Immobiliers, locations et services aux entreprises**

En milliers d'euros

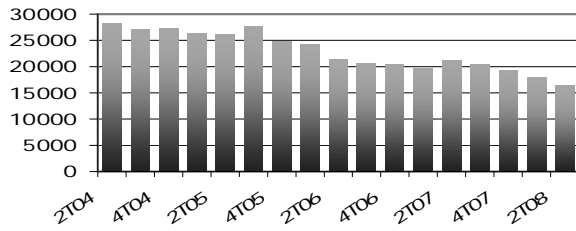


Structure (en %)

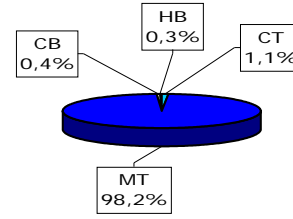


**Administrations et Collectivités locales**

En milliers d'euros

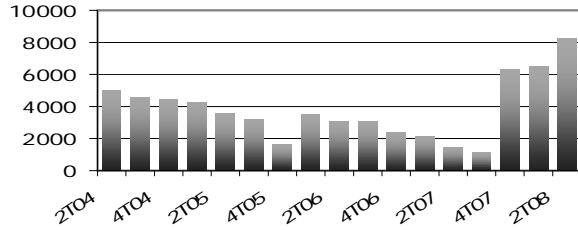


Structure (en %)

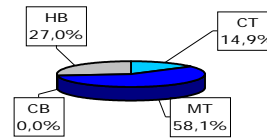


**Autres secteurs d'activités**

En milliers d'euros



Structure (en %)

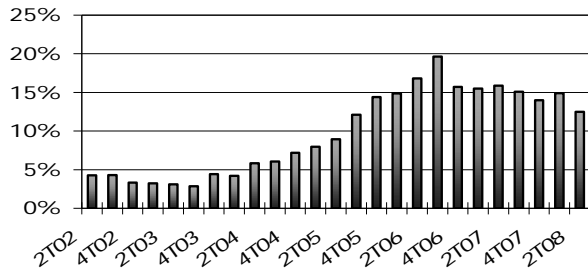


4.2 Les indicateurs de vulnérabilité

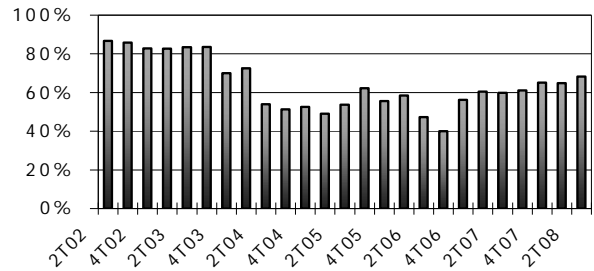
Indicateurs globaux

Ensemble des établissements de crédit

Taux de créances douteuses

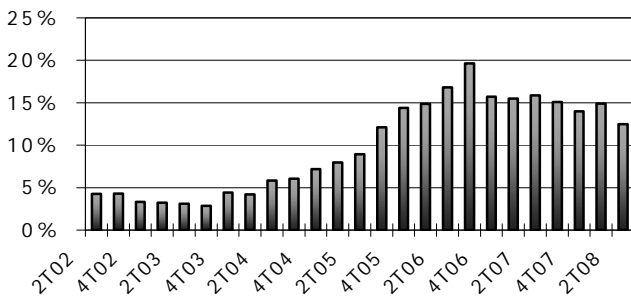


Taux de provisionnement

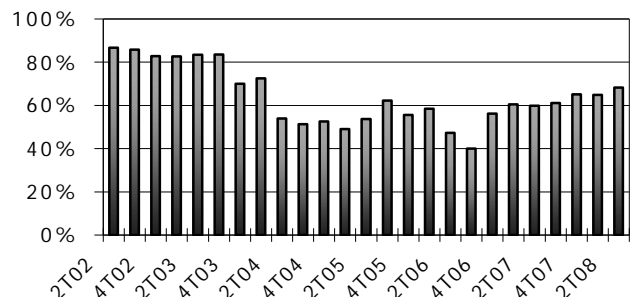


Etablissements de crédit locaux

Taux de créances douteuses



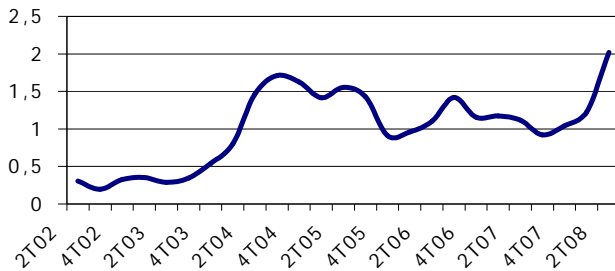
Taux de provisionnement



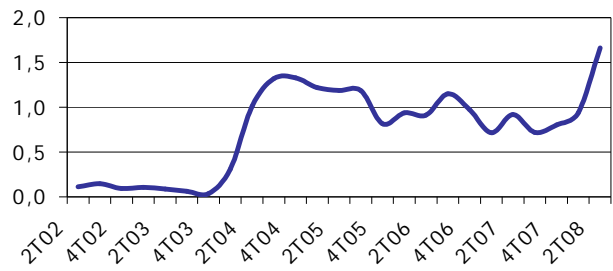
La vulnérabilité des ménages

Créances douteuses nettes des ménages (en millions d'euros)

Ensemble des établissements de crédit



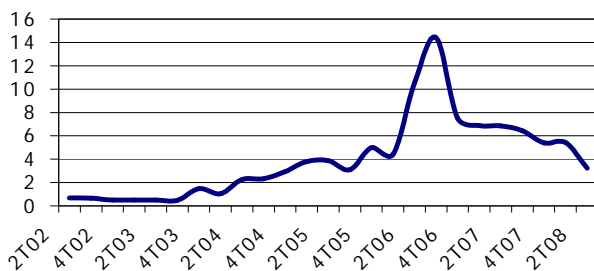
Etablissements de crédit locaux



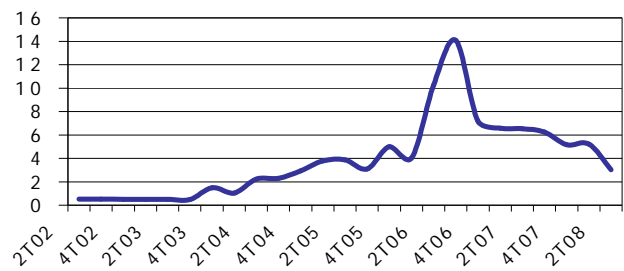
La vulnérabilité des entreprises

Créances douteuses nettes des entreprises (en millions d'euros)

Ensemble des établissements de crédit



Etablissements de crédit locaux



## 5. Rappel des taux

### 5.1 Taux réglementés

#### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/06/2007)	4,0%
Taux de la facilité de dépôt (13/06/2007)	3,0%
Taux de la facilité de prêt marginal (13/06/2007)	5,0%

#### TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1<sup>er</sup> février 2008)

Livrets A et bleu : 3,50%	LDD* : 3,50%	LEP : 4,25%	PEL** : 2,50%	CEL* : 2,25%
---------------------------	--------------	-------------	---------------	--------------

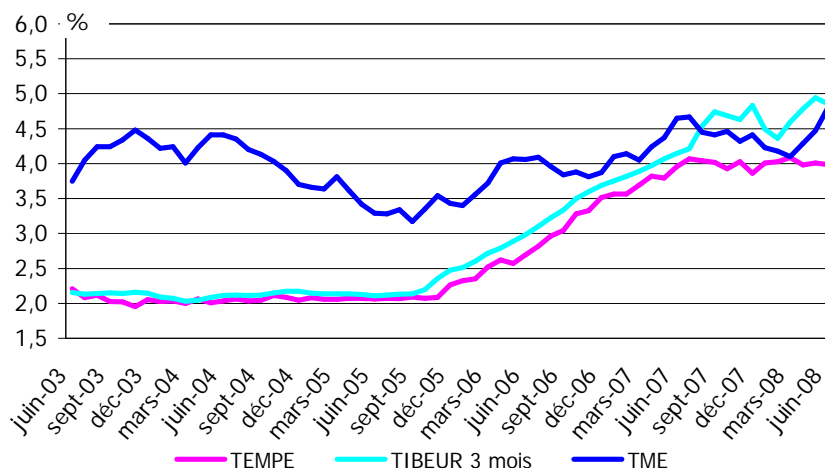
\*Livret de développement durable (ex CODEVI)

\*\*hors prime d'Etat

#### TAUX D'INTERET LEGAL

Année 2008 (J.O. du 23/02/08)	3,99%
Année 2007 (J.O. du 21/02/07)	2,95%

### 5.2 Principaux taux de marché



### 5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectif pratiqué au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2008 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter du 1 <sup>er</sup> juillet 2008
PARTICULIERS	<b>Prêts immobiliers</b>		
	- Prêts à taux fixe	7,25%	7,31%
	- Prêts à taux variable	7,16%	7,19%
	- Prêts relais	7,25%	7,24%
	<b>Autres prêts</b>		
- Prêts ≤ 1 524 € (*)	20,60%	20,76%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	20,48%	20,51%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	9,60%	9,60%	
ENTREPRISES	Découverts en compte (**)	14,29%	14,25%
A noter que l'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.			

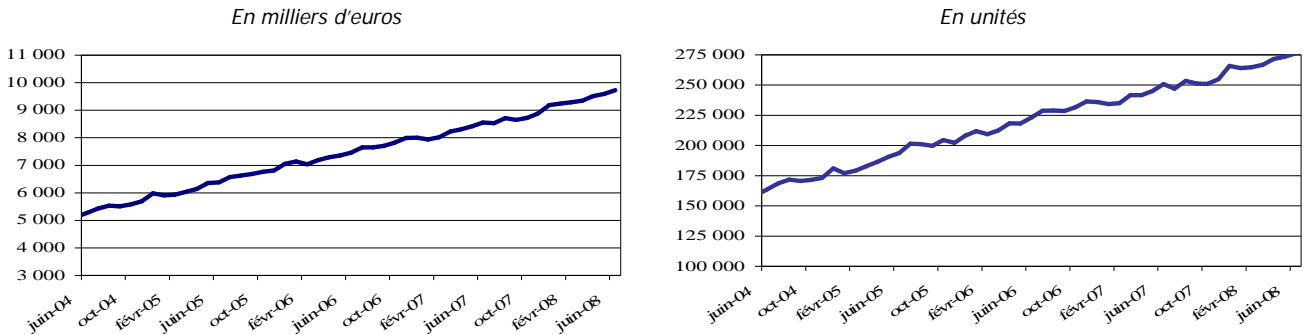
(\*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(\*\*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

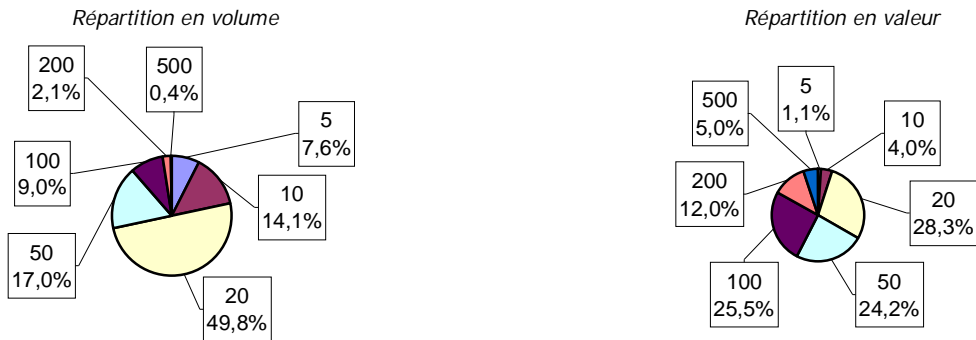
6. Monnaie fiduciaire

6.1 Emission de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (\*)



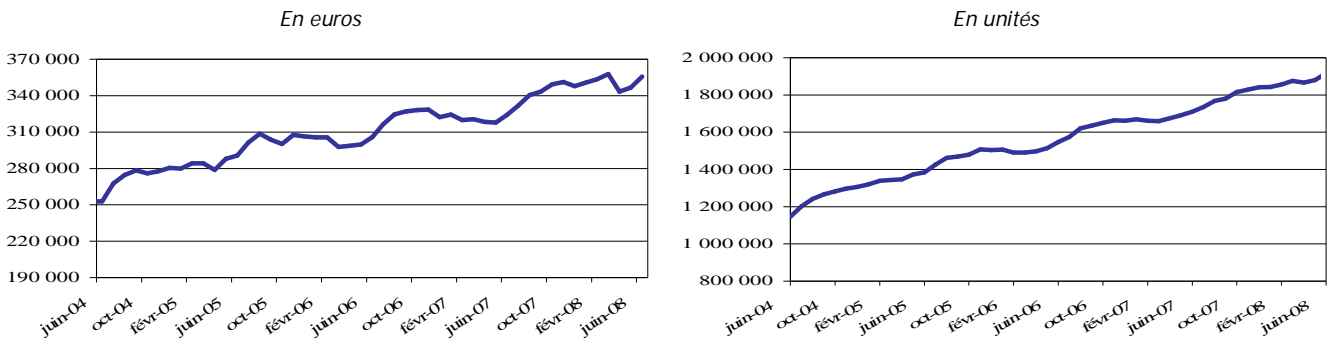
Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de billets au 30 juin 2008



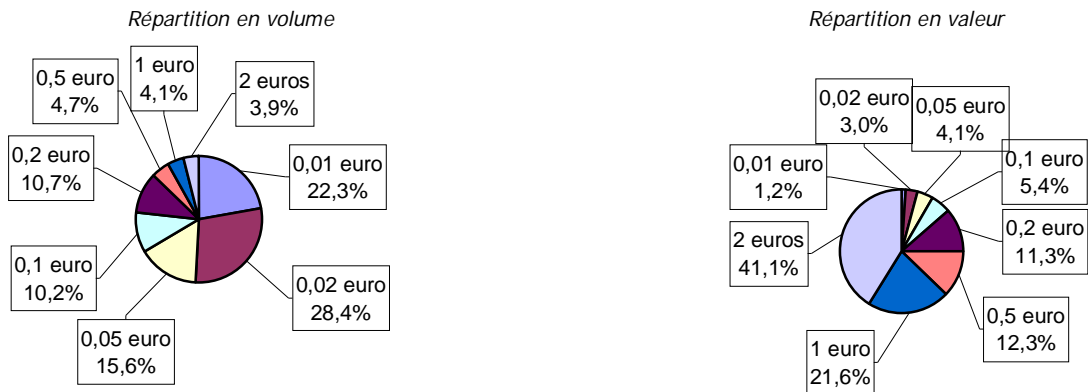
(\*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, pré-alimentation comprise.

6.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (\*)



Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de pièces au 30 juin 2008



(\*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émis et les pièces retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, pré-alimentation comprise.



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

M. Vincent REMY-NERIS

M. Victor-Robert NUGENT

**INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

Directeur de la publication : M. Yves BARROUX  
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT  
Edition : IEDOM  
Dépôt légal : Septembre 2008 - ISSN 0296 - 3116

**INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

22, place du Général de Gaulle  
BP 4202

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

---